



MARS 2014 - N°77 - LE JOURNAL QUI PART À LA DÉRIVE

# ESQUIVE



## QUAND ON ARRIVE EN VILLE...

MCG, JORNOT, MAUDET  
VIOLENCES POLICIÈRES POUR UNE  
RÉPUBLIQUE POLICIÈRE

Page 6

LE GRAND  
**GENÈVE**  
EST UNE PRISON

Pages 3 et 4

TRAVAIL AU SALON DE L'AUTO  
**TÉMOIGNAGE  
EXCLUSIF**

Page 5

VIOLENCES SUR SANS-PAPIERS

**OSER EN PARLER  
SE FAIRE EXPULSER**

Pages 7-8

LA VILLE N'EST  
**PAS À VOUS**

Page 2

UNE PAGE ENTIÈRE  
CONSACRÉE AUX GRÈVES

HISTOIRE — SWISSPORT — GATE GOURMET

Page 9

# ÉDITORIAL

(antidémocratique,  
léger, rafraîchissant)

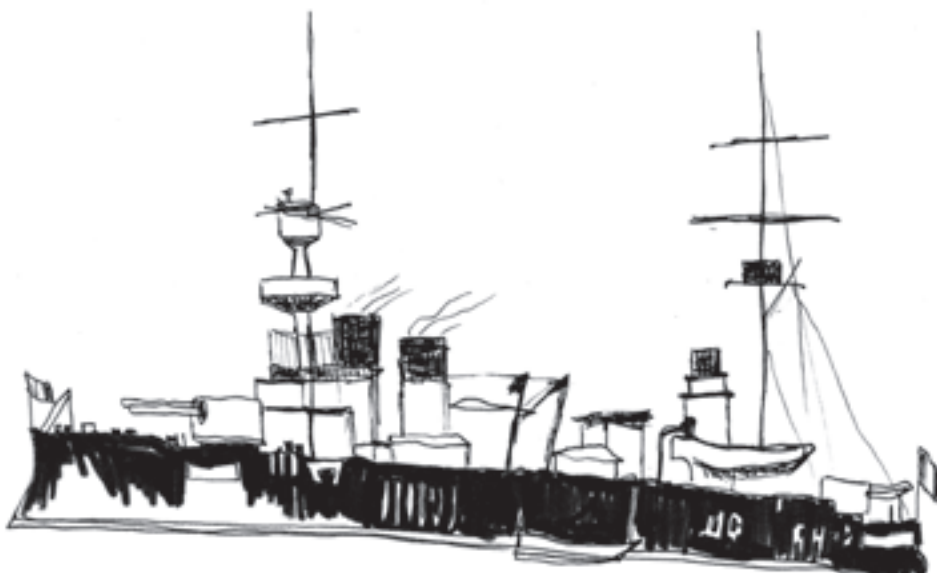
Le vendredi 14 février 2014 vers 22 heures, 600 personnes ont défilé entre la Place des Volontaires et les Pâquis derrière le slogan "Les seuls étrangers dans nos quartiers sont les flics et les fachos". Sans autorisation, ce qui est plutôt rare, et sans se faire gazer, ce qui l'est encore plus.

Les jours suivants, Esquive s'est bien marquée en découvrant dans la presse les commentaires indignés contre ces jeunes dont la violence (des tags, ndlr) n'avait rien de démocratique. Ceux-là n'ont sûrement même pas saisi leur immense chance d'exprimer leur opinion dans l'urinoir (l'isoloir, ndlr). Mais maintenant, c'est trop tard. La plus grande imposture de l'histoire, le Peuple souverain, a tranché.

Comme les imbéciles ont déjà leur Tribune (de Genève, ndlr), Esquive a fait son micro-trottoir. Et, visiblement, ça va être dur de trouver un consensus...

## Et vous, qu'est-ce que vous pensez de la démocratie?

La démocratie, ça pue. La démocratie, ça a mauvaise odeur. La démocratie, ça dégage. La démocratie, ça emboucane. La démocratie, ça empest. La démocratie, ça empoisonne. La démocratie, ça empuante. La démocratie, ça exhale. La démocratie, ça fouette. La démocratie, ça infecte. La démocratie, ça poque. La démocratie, ça prend à la gorge. La démocratie, ça schlingue. La démocratie, ça sent comme une friteuse qui brûle au soleil. La démocratie, ça trouillote. La démocratie, ça tue même pas les mouches.



### La "DÉMOCRATIE", cuirassé de 15'000 tonnes

**2 septembre 1909**

Un feu se déclare dans les isolants d'une chaufferie. Les marins doivent noyer la soute à munitions.

**20 décembre 1913**

et **17 août 1914**

Lors d'exercices, la "DÉMOCRATIE" rentre en collision avec le cuirassé "JUSTICE".

**25 septembre 1911**

Lors de l'explosion du cuirassé "LIBERTÉ", les soutes prennent feu. Un obus de 305mm frappe la coque du "DÉMOCRATIE" à la hauteur du carré des officiers.

**Septembre 1918**

En Mer Ionienne, la "DÉMOCRATIE" est frappée par la grippe. Cas de force majeure, retour à l'arsenal. Il reste 188 membres du personnel à bord. 32 décès, 205 à l'hôpital, 294 en perm' ou en convalescence

## SUR LE POINT D'ÊTRE EXPULSÉ?

Ces dernières semaines, des affiches ont fleuri sur les murs de la ville. Et on aime ce qu'elles disent:

**Vous êtes sur le point de vous faire expulser?**

**Résister ensemble, c'est possible!**

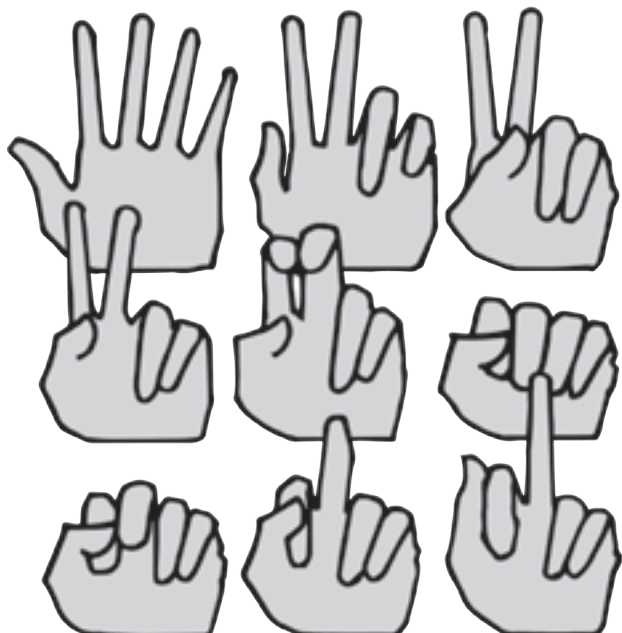
À Genève, le Groupe Action Logement soutient les locataires contre les expulsions.

Contactez-nous au 076 763 70 18

[antiexpulsion@riseup.net](mailto:antiexpulsion@riseup.net)

Les maisons à celles et ceux qui les habitent!

<http://groupeactionlogement.noblogs.org>



# LA VILLE EST À VOUS...

## SI VOUS LUI OBÉISSEZ

Cet hiver, Genève a eu chaud. Avec les menaces que la droite faisait peser sur le budget 2014 de la Ville, la disparition des rituelles « La Ville est à Vous » était à l'ordre du jour.

Et quand bien même le budget est finalement passé, les collectifs d'organisation de ces événements se sont plaints dans la presse que leur subvention annuelle — environ 15'000 francs par quartier — n'était pas suffisante pour garantir ces événements... 15'000 francs pour un vide-grenier?

À Genève, c'est aux Pâquis en 1993, portée par un collectif d'habitants, que « La Rue est à Vous » a vu le jour. En 2003, attirée par ce succès, la Ville de Genève vole l'idée et le nom aux Pâquisards et la dissémine par le haut dans une dizaine de quartiers de Genève. Alors que Pierre Maudet menait sa croisade contre les débarras dans la rue avec Boris le raton laveur, Patrice Mugny imposait un cadre policé et festif à la vente de ce qui encombre son grenier. Si certains endroits accueillent bien l'idée ou l'organisaient

déjà avant que les services de la Ville pointent leur nez, d'autres quartiers montrent moins d'intérêt. Mais la Ville veut que les citoyens se trémoussent au rythme de l'orchestre de la Police cantonale genevoise. Alors, elle n'hésite pas à organiser la chose sans les habitants pour lancer le concept chez les réticents. Vive la fête!

Mais cet engouement de la Ville a un prix. Pour « décoloniser l'espace public, le temps d'une fête, de sa servitude à la rentabilité et aux transports », il faut un budget adéquat. En 2009, « la

### Rien ne vaut une bonne fête pour éduquer le citoyen.

Rue est à vous » des Pâquis, qui voulait rester indépendante de la Ville, se voit contrainte de payer 10'000 francs pour la « signalisation » de l'événement. L'année suivante, coup fatal pour l'événement, la Ville ordonne à l'association de lui payer 25'000 francs pour des « frais de voirie », des frais qui sont pourtant épargnés aux Ville-est-à-vous affiliées. Raoul Schrupf, du Département de la sécurité déclare alors: « La collectivité n'a pas à payer à

[la] place de la Rue est à vous. » Selon que tu obéisses ou non à l'État...

Pourquoi la Ville souhaite-t-elle tant contrôler ces fêtes? Parce que les autorités se servent de « La Ville est à Vous » pour promouvoir le développement durable « défini par l'Agenda 21 ». Ça se résume en impositions de normes et de règles aux organisateurs et aux participants à ces événements. Trie tes déchets, obéis aux ordres de l'agent municipal et des gentils bénévoles, ne passe pas de la musique, etc. C'est comme ça, t'as pas le choix.

Officiellement, « la Ville est à Vous » est « un parfait exemple de démocratie participative », un concept très en vogue à gauche. Au lieu de laisser les habitants s'organiser par eux-mêmes, la Ville s'impose comme médiateur entre les résidents d'un quartier. Et cette médiation ne sert qu'à poser des frais, des procédures et des devoirs nouveaux. Sous prétexte d'assistance, l'État dépossède les habitants de leurs envies avant de leur imposer de la vaisselle compostable et des frais de voirie. Et s'ils refusent... elle leur coupe la subvention, comme aux Pâquis. Rien ne vaut une bonne fête pour éduquer le citoyen.

## PAYER POUR MANIFESTER, LAUSANNE L'A TENTÉ

Personnel :	Effectif	Nombre heures	Total heures	Prix horaire	Sommes
Policier	1	2.00	2.00	110.00	220.00
Civil	2	2.00	4.00	90.00	360.00
			TVA	8.0%	46.40

La Ville de Lausanne aimerait bien faire payer aux organisateurs les coûts liés à la surveillance de manifestations autorisées. C'est en tout cas ce qu'elle a tenté à la suite d'une manifestation d'étudiants en décembre 2013. Un mois après ce cortège plan-plan, les organisateurs ont reçu une facture de 972.- de la part de la Commune de Lausanne. La liberté d'expression a désormais un tarif. Et le détail de cette somme mentionnait le coût horaire des flics engagés. On sait maintenant qu'un policier coûte 110.- de l'heure. 880.- par jour. 17'600 par mois. Le prochain qui nous dit que les flics sont des travailleurs comme les autres...

CHEF! CHEF!  
ILS S'AMUSENT  
SANS NOTRE AUTORISATION!



# “GRAND GENÈVE”

## UN RÊVE QUI FOUT LA NAUSÉE

Souvenez-vous, c'était en mai 2012, le projet d'agglomération franco-valdo-genevoise prend le nom de « Grand Genève ». Donner un nom, c'est faire exister. Faire exister une culture commune, une identité, un territoire pensé comme un ensemble.

Pour rendre compte des ambitions mégalomanes du projet, une vidéo de présentation a été publiée sur Internet. Musique aux accents dramatico-conquérants, dignes d'une campagne romaine contre les barbares. Images de foules et de circulation routière en accéléré, pour le côté dynamique et urgent. Des chiffres implacables, et un futur tout en concepts flamboyants. L'effet est saisissant: on se sent à la fois fort, parce que faisant partie d'une communauté liée par un même destin, et ému par la bienveillance de nos édiles, qui vont enfin organiser et libérer les potentiels de ce territoire si dynamique.

Le pompon, c'est lorsque dans un tonnerre de trompettes et de grosses caisses, ces mots apparaissent à l'écran:

« 1 région, 1 vision, 1 avenir ».

C'est à ce moment-là qu'on comprend qu'il n'y a pas de place ici pour le doute et les multiples possibles. Il faut ça pour vendre le produit « Grand Genève »: la promesse d'un territoire entièrement dédié à la finance, à l'innovation et aux nouvelles technologies, reliant les pôles européens de compétence existants et en en créant de nouveaux, le tout dans un « écrin exceptionnel ». Si les investisseurs ne rappellent pas fissa avec une telle communication... On comprend mieux les accents guerriers, l'esprit de conquête — le développement urbain, les pôles européens, la puissance et la gloire, l'argent. La guerre est là... Mais au fait, où est l'ennemi?

Ce que ne dit pas cette vidéo, c'est l'affolante consommation de terres agricoles au profit de villas, lotissements ou encore routes et autoroutes, pour toujours plus de travailleurs et travailleuses venus gratter les miettes de cette richesse artificielle. C'est le bannissement des pauvres du centre ville, c'est le prix délirant du m<sup>2</sup> en location ou à l'achat, du côté français comme du côté suisse. C'est les taux de pollution records dans la vallée de l'Arve et le bassin lémanique cet hiver.

Ce qu'elle ne dit pas, c'est ce que nous allons devenir si nous ne nous opposons pas à cette vision unique et à cet avenir qui ressemble fort à une prison.



# ÔTE-TOI D'LÀ QUE J'Y METTE MA PRISON!

Les ambitions carcérales du canton-prison de Genève rencontrent des résistances chez les paysans et les riverains de Puplinge. De là à remettre en question la taule? Faut pas rêver.

L'urbanisation et le bétonnage de Genève, c'est aussi les constructions de prisons. Puplinge était une commune rurale et agricole de Genève jusqu'aux années 1970. À cette époque, dans un arrangement avec l'État de Genève, la commune lui refile 10 hectares de terres agricoles pour permettre la construction de la prison de Champ-Dollon. En échange, l'État permet le déclassement de 10 autres hectares agricoles pour construire des logements et ainsi tripler la population du village (650 à 2000 habitants).

Aujourd'hui, avec la « planification pénitencière » dessinée par la politique du tout sécuritaire, d'autres bâtiments ont déjà été construits autour de Champ-Dollon (Favra, La Brénaz 1), ou sont en construction (Curabilis). Mais les projets à venir de La Brénaz 2 (détention administrative) et des Dardelles (exécution de peines) rencontrent la résistance de résidents et de paysans locaux, plus enclins à déclarer qu'ils ne veulent pas de nouvelles taules *in their backyards* que de se déclarer contre

les prisons. Ainsi, des paysans vont perdre des hectares dans la construction de La Brénaz 2, qui mangera des terres agricoles et une forêt qu'il faudra replanter un peu plus loin, encore sur la zone agricole. Un jeune paysan va par exemple perdre 15 % de la surface de son exploitation avec la construction des Dardelles.

## Une volonté unanime de ne pas trop voir ces prisons

Il y a aussi les résidents de la commune, en partie réunis dans l'association « Bien Vivre à Puplinge (BVAP) », qui recourent tant et plus pour que les prisons ne s'étendent pas trop et surtout... qu'elles ne s'étendent pas trop en direction du village. Ils proposent d'ailleurs une alternative aux constructions, les mettre de l'autre côté. Car pour BVAP, la question semble bien être là: pas plus d'opposition à la logique d'expansion carcérale que les paysans touchés par les déclassements, mais une volonté unanime de ne pas trop voir ces prisons, que la destruction de la forêt risque de rendre

plus visible, et qui risquent de trop s'approcher du village. D'ailleurs, ce qui avait ému les habitants et le maire de Puplinge concernant la future prison des Dardelles, c'est qu'elle portait le même nom qu'un quartier d'habitation! « Autant dire que ces habitants n'oseront plus donner leur adresse si le bâtiment porte ce nom », feignait le maire auprès du Grand Conseil.

Quant aux détenus, tout ce foin moisi aura comme unique conséquence une détérioration de leurs conditions d'enfermement. Puisqu'aucunes fenêtres des nouveaux bâtiments ne donnera du côté du village et l'éclairage dans les cellules réduit au minimum légal. Être mis à l'ombre n'aura jamais été autant vrai.

Voilà un exemple des limites du bétonnage à toutes les sauces sur un territoire aussi ridiculement petit que le Genevois. Dans le futur premier canton de Suisse en nombre de places de détention, tenir éloignés logements et prisons va être de plus en plus compliqué.

## Lèche-vitrine

À la rue des Étuves, au 1 rue John-Grasset, au 83 boulevard Carl-Vogt, au 61 rue des Bains, les magasins de bande-dessinées, d'habits ou les arcades associatives ont laissé place à un nouveau type de vitrines. Logés au cœur d'espaces épurés – de bois et de blanc, penchés sur leurs iMacs, ce sont des graphistes, des designers ou des architectes que les passants peuvent désormais admirer. Alors que les espaces de bureaux vides dépassent désormais les 200'000 m<sup>2</sup> à Genève, c'est à la place des commerces de proximité et des espaces sociaux que s'installent les « créatifs ». Munis de barbes, de chemises-à-carreaux et de lunettes, ces nouveaux produits branchés s'exposent à leurs quartiers pour bien faire comprendre que, désormais, il leur appartient. Pathétique.



# POLISH STORY (AU SALON DE L'AUTO)

C'était l'année dernière. Après avoir joyeusement refusé l'occasion mémorable de travailler pour McDonalds qui me proposait moins de 18.- de l'heure pour un travail polyvalent partagé entre les tâches ménagères, la cuisine et la caisse, j'ai dû me rabattre sur les petites annonces Internet.

J'ai écarté les nombreuses offres exigeant un papier ou de l'expérience accrue et je suis enfin tombée sur une offre à laquelle je pouvais prétendre. J'avais besoin d'argent et Olymp, une compagnie allemande qui fait notamment son business au Salon de l'auto, avait besoin de nettoyeurs en urgence.

Je me suis rendue à la signature du contrat. Après avoir compris que j'étais capable de nettoyer une voiture, le recruteur s'est surtout attardé sur ma nationalité suisse. En effet, quelques jours avant le début du Salon de l'auto les multiples entreprises qui font tourner l'exposition sont à la recherche d'employés suisses afin de remplir leur quota. On m'a également fait signer une close de confi-

dentialité, j'ai vite compris pourquoi.

Olymp engage des salariés de différentes nationalités dans leurs propres pays avec la paie qui va avec. Je me suis donc retrouvée à être payée deux à trois fois plus que mes collègues pour le même travail et la même «flexibilité» dans les horaires. Autant dire qu'on allait pas boire des coups tous ensemble après le travail.

C'est d'ailleurs grâce à ces inégalités salariales et à une forte hiérarchisation de ses employés qu'Olymp a réussi à créer une atmosphère glaciale où chacun se fait exploiter et se tait devant la personne se situant un poil au-dessus. Heures supplémentaires ou, plus finement, quarts d'heures supplémentaires, repas impayés selon qui est ton sous-chef ou l'entreprise automobile que tu sers, dénigrement du travail et de la personne, etc.

Il faut aussi savoir que, en tant que net-

**Autant dire qu'on allait pas boire des coups tous ensemble après le travail.**

toyeur, tu es la sous-merde d'une immense chaîne de production et tous les échelons supérieurs ne manquent pas de te le rappeler. C'est ainsi qu'un jour, alors que je nettoyait à quatre pattes les marches d'un podium et après avoir reçu le dédaigneux regard d'une poupée barbie déguisée en pub pour voiture, j'ai reçu un tir de déchets d'une provenance inconnue. Le bougre ne s'est d'ailleurs jamais montré! J'ai envie de dire "quelle lâcheté..." ou encore "qui fait en sorte que vous puissiez lécher le capot de toutes ces voitures sans avaler la moindre poussière!".

Je pourrais également parler de cette salle VIP où se trouvait le nouveau prototype visible seulement par des privilégiés dans laquelle on m'a envoyé en me disant de ne pas emporter un brownie. Car derrière les murs, des caméras surveillent les employés.

Nous voilà en 2014, j'ai toujours besoin d'argent et trois jours avant le début du Salon je reçois un mail d'Olymp.



## TOUTES À LA JOURNÉE DE L'HYPOCRISIE

Voilà, le 8 mars c'est la journée où en tant que femme t'as officiellement le droit d'exister. La journée où on te file un peu d'attention parce que faut quand-même avouer que le reste du temps, c'est la merde. Alors cette année, pendant un jour tu vas pouvoir faire du sport.

Y a des connards qui ont déjà décidé à ta place que le skatepark t'es réservé. Parce que t'y imposer quand des couilles sont dans la place ça serait trop dur, et que faut surtout pas que tu apprennes à le faire.

Mais ce jour là, le 8 mars, faut médialiser l'affaire, parce que c'en est une. Faut faire de la pub partout qu'on sache

toutes que, ici, les femmes sont prises en compte par les hommes, que, ici, l'émancipation de la femme ça continue et qu'ils s'en occupent eux-mêmes, donc t'as pas besoin de prendre d'initiative.

T'as un problème? Tu peux toujours te plaindre à une assoc institutionnalisée qui ne fera pas grand chose de plus que t'écouter. Ou aux keufs qui s'en foutent et te traiteront d'hystérique.

J'emmerde cette journée hypocrite à la con. Celui qui nous fait chier, avec mes copines, on l'embrouille. Le prochain qui nous agresse à répétition on lui casse les genoux. Le prochain qui me viole je lui coupe la bite.

# LA DÉMOCRATIE POLICIÈRE DE LA RUE AU MINISTÈRE

Il n'est pas rare que les médias relayent des violences policières à Genève. On pourrait croire que ces « bavures » sont le fait de quelques flics incontrôlés.

Mais, en vérité, ces violences sont le fruit d'un système répressif nourri par la volonté affirmée d'une grande partie de la classe politique et judiciaire.

Depuis quelques années maintenant, les flics ont leur parti: le MCG, deuxième du canton avec vingt sièges au Grand Conseil. Un tiers de leurs députés sont policiers et leur ancien n°2 les a rejoint juste avant les élections. Ainsi, flic est la deuxième profession la plus représentée au Grand Conseil. Roger Golay, le président du parti, est un retraité dont le passé donne la nausée. Il y a quelques

années encore, il était maréchal de gendarmerie, président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP) et de l'Union syndicale des polices romandes. En 1983, il a fait ses débuts en politique en intégrant le mouvement jeunesse de Vigilance, un parti d'extrême droite genevois. Mouvement de jeunesse dans lequel Olivier Jornot, l'actuel Procureur général de Genève est entré en 1984 à l'âge de 15 ans. Après la dissolution de Vigilance au début des années 1990, certains de ses membres comme Jornot rejoignent le parti libéral tandis que d'autres finiront au MCG, une dizaine d'années plus tard.

La machine répressive genevoise est bien huilée. La police règne à tous les étages. Un parlement constitué à 7% de policiers vote des lois qu'ils appliqueront eux-mêmes dans la rue. Les prisons sont plus remplies que jamais car le Procureur général et Pierre Maudet, Conseiller



d'État en charge de la sécurité, assument pleinement ces volontés politiques. Les médias reproduisent tels quels des communiqués du Ministère public, de plus en plus épurés, voire mensongers, et propagent avec complaisance les propos d'Eric Stauffer, leader du MCG, lorsqu'il appelle les policiers au meurtre dans les médias. Et quand on dépose une plainte contre la police, c'est Olivier Jornot en personne qui se charge de la traiter. Un homme qui a fait ses débuts en politique en signant des articles combattant la loi contre le racisme.

## BANALE HISTOIRE DE VIOLENCE POLICIÈRE

**“Plus qu'une mission”, la police cantonale recrute. Tabassages et garde-à-vues musclées garantis cent-pour-cent couverts par la hiérarchie et la justice. Engagez-vous!**

Le 13 septembre 2010, vers 11h du matin des flics sonnent chez Alessandro pour une prétendue plainte de voisinage. Les agents rentrent dans l'appartement jusque dans la cuisine sans en demander la permission. Une des cinq personnes présentes leur demande s'ils ont un mandat et exige qu'ils sortent. Les flics prennent la direction de la porte accompagnés par Alessandro et Sophie, deux habitants. À la sortie deux autres agents les attendent. Sophie est menottée et plaquée au sol avec un genou sur le dos et une clef d'épaule qui lui déchire un ligament. Deux autres agents saisissent Alessandro par les bras. Il se débat, il ne supporte pas de voir son amie violentée. Un voisin sort de chez lui et se fait menacer au spray lacrymogène tandis qu'une autre

personne essaye vainement de desserrer la clef d'épaule. Soudain, alors qu'ils tiennent toujours les bras d'Alessandro, un agent dit: « J'ai pris un coup, c'est bon, on l'embarque ». La personne au sol est relâchée et Alessandro est emmené au poste. Il subit une fouille à nu et un interrogatoire. Il sera relâché le lendemain vers midi. Dix jours plus tard, des flics en tenue anti-émeute et casqués investissent l'immeuble pour obtenir le nom des résidents. Ils repartent sans obtenir ce qu'ils voulaient.

Par la suite Alessandro et Sophie portent plainte contre les policiers pour violation de domicile, dommage à la propriété, abus d'autorité, lésion corporelle simple et fouille incorrecte. Ils sont entendus par l'Inspection générale des services, organe constitué d'anciens flics. Ces agents semblent être à l'écoute et compréhensifs. Or, au final, il manque des éléments importants dans leur rapport.

En vérité, ils semblent plutôt avoir pré-mâché le travail du Procureur général. Cinq témoins sont entendus par Olivier Jornot, qui met énormément d'énergie à les discréditer. Il est menaçant, méprisant, agressif et dégradant,



en particulier avec la seule témoin non-francophone qu'il poussera aux larmes. Après trois ans de procédure, la plainte est classée. Trois semaines plus tard Alessandro est condamné à 1 mois de jours-amende avec sursis pour le coup que l'agent prétend avoir reçu alors que sa version des faits ne correspond pas à celle de son collègue. Les deux autres agents disent n'avoir rien vu. Alessandro recevra aussi une lettre lui signalant que deux agents ont été remis à l'ordre pour refus de donner leur matricule signée par Maudet en personne.

# COMMENT EXPULSER UNE SANS-PAPIERS AYANT SUBI UN VIOL

**Un petit rassemblement devant le Palais de justice de Genève a eu lieu le 19 octobre 2012. Il s'agissait de dénoncer l'expulsion de Marie\*.**

\*Prénom fictif

Cette dernière avait eu le tort de s'être plainte d'avoir été violée par un homme qui avait utilisé sa position de pouvoir dans une organisation caritative pour aggraver plusieurs femmes.

Le violeur a été reconnu coupable et condamné à une peine avec sursis. Marie, quant à elle, s'est vue notifier une expulsion de territoire car elle n'avait pas de titre de séjour valable. Cette affaire a mis en lumière une pratique de la police genevoise qui consiste à transmettre les dossiers des femmes sans-papiers qui portent plainte à l'Office de la population et des migrations (OCPM), lequel les expulse ensuite.

Ça a fait un peu de bruit au sein de certaines organisations qui aident les personnes subissant des violences domestiques en proposant notamment des foyers d'accueil ou qui tiennent des permanences de conseil. Ces associations sont souvent en première ligne pour accueillir les femmes touchées par la violence domestique.

Comme par hasard, en mars 2013, l'État a publié un « protocole » en collaboration avec certaines associations d'aide

aux victimes concernant les « personnes sans statut légal victimes de violences domestiques ou [...] sexuelles ». Il s'agit d'un document de trois pages disponible sur le site de l'administration qui décrit le comportement des autorités lorsqu'une sans-papiers s'adresse à la police.

Le protocole impose à la police la dénonciation systématique des sans-papiers victimes de violences domestiques et sexuelles à l'OCPM. Ce qui est arrivé à Marie est donc officiellement ratifié par les pouvoirs politiques et certaines associations.

Pour faire passer la pilule, le deal proposé est le suivant : lorsque les associations ont un cas de sans-papier subissant des violences, elles peuvent transmettre le dossier de manière anonyme à l'OCPM qui, dans un premier temps fournit un « préavis ». En fonction du dossier, l'OCPM dit s'il pense que la personne lésée est suffisamment « victime » pour avoir le droit de rester en Suisse selon des critères ultra-restrictifs (voir page suivante). Dans un second temps, les personnes ayant subi les violences décident de porter plainte à la police ou non.

Cependant, même lorsque le « préavis » est positif, il n'y a aucune garantie que le droit de séjour soit octroyé au final. En effet, dans la plupart des cas, c'est l'Office des migrations à Berne qui a le dernier mot.

Quoi qu'il en soit, les associations sont incitées à conseiller aux sans-papiers de

recourir à la police et par conséquent de s'annoncer auprès de l'OCPM. Les associations qui taisent leurs critiques et qui acceptent de collaborer obtiennent la reconnaissance de l'État. Elle sont ainsi intégrées comme des auxiliaires officiels de la machine à expulser.

C'est de cette manière qu'à Genève, la justice et la police, qui aiment légitimer leur violence au nom des victimes de crimes, écrasent certaines catégories de personnes (femme, migrante et précaire dans le cas de Marie) qui viennent se plaindre auprès d'elles.

## “CHEF DE FAMILLE”

**La législation sur le regroupement familial, qui autorise les conjoints et les enfants d'une personne avec un droit d'être en Suisse à la rejoindre, tend à enfermer les femmes et les enfants dans la sphère domestique et à les transformer en sans-papiers.**

Les règles sur le regroupement familial permettent à des non-suisse de rejoindre un membre de la famille possédant un droit de séjour. C'est un canal d'entrée qui concerne principalement les femmes: en 2011, les statistiques officielles montraient que près d'une migrante sur deux venait en Suisse en déclarant ce motif d'immigration. Or, on ne peut obtenir l'autorisation de regroupement qu'en fonction du statut de séjour du « chef de famille », c'est-à-dire celui qui possède le droit de séjour originel. Il faut être, soit l'enfant de moins de 18 ans du « chef », soit être mariée avec lui. Enfin, la loi oblige les membres de la famille du « chef » à faire ménage commun avec lui. Cela signifie que si les femmes ou les enfants veulent quitter le ménage ou que le « chef » les en chasse, elles perdent leur droit de séjour et deviennent sans-papiers à la merci de la police des étrangers.

L'État, par ses lois migratoires, institue ainsi une situation de dépendance des femmes et enfants migrants aux hommes. En cas de violence au sein du ménage, cette dépendance institutionnelle réduit fortement leur l'autonomie car elles ne peuvent se défendre en quittant leur foyer ou en mettant dehors un éventuel mari violent.

**J'ai osé en parler...**

**et l'État m'a expulsée**





## UNE VICTIME? PAS ASSEZ!

La loi autorise en théorie les personnes victimes de « violence conjugale » à rester en Suisse. C'est là que police, médecins et surtout juges interviennent pour interpréter la loi et définir la violence domestique pour maintenir une politique raciste et patriarcale.

Depuis le 1er juillet 2013 seulement, la loi reconnaît le droit d'invoquer la « violence conjugale » comme un motif suffisant pour avoir un droit de séjour quand une famille est dissoute.

Reste à savoir comment on réussit en pratique à se faire reconnaître comme étant une « victime ». Des directives de l'administration disent que seule une sans-papiers passée par le filtre du médecin, de la plainte pénale et surtout du jugement, aura cette « chance ». Et les juges qui tranchent au final sur les droits de séjour se permettent d'exiger que la violence soit d'une « certaine intensité » (sic). Concrètement, cela permet aux juges de dire qu'une gifle, un coup de poing dans le ventre, le fait d'être insultée ou empêchée de rentrer chez soi n'est pas suffisant pour prétendre pouvoir quitter son foyer sans risquer l'expulsion du pays. Ces exemples proviennent de jugements publics. Les standards que posent la police ou les médecins doivent être encore pires, dans la mesure où les interrogatoires des personnes ayant subi la violence ont lieu loin des regards.

## LES SOLUTIONS DE PIERRE LE PROCUREUR

Au début on s'est dit: "Quel habile coup politicien que cette candidature de Pierre Bayenet au poste de procureur général! Quelle finesse, quel esprit tactique! Il veut faire entendre une autre voix sur le délire ultra-securitaire qui a investi Genève."

Le seul hic, c'est que Pierre Bayenet croit à son élection. Et donc, au lieu d'utiliser sa campagne comme une tribune, il gesticule sur comment gérer une société de plus en plus inégalitaire et violente contre les classes subalternes. Dans une interview, Pierre-le-gros-malin nous révèle que la solution ne serait donc pas le tout-prison, mais le tout-police. Oui, oui. Car un jeune homme de 22 ans sans emploi ne serait pas effrayé par la taule qui ne fait plus frémir que "la mère de famille salariée". Ce qui le fait vraiment bader — et nous avec lui — c'est la certitude de trouver la matraque au bout du délit. La politique progressiste du Procureur-postulant de gauche se résume donc à plus de police et plus de contrôle.

On aurait préféré continuer à le voir comme l'avocat de l'Observatoire des pratiques policières plutôt que comme politicien maladroit. Mais sur un point nous restons d'accord avec Pierre Bayenet: "Le droit pénal n'a ni la vocation ni la capacité d'être la solution de tous nos problèmes de société". Car il en est plutôt l'une des causes.



Bayenet, c'est le pied!

## UNE ENVIE DE NATURE? LE CHAMP DES FILLES A BESOIN DE TOI!



Viens planter des salades, bronzer, chanter et danser tous les dimanches à partir de 11h au cœur de la Zone industrielle de Plan-les-Ouates.

Arrêt Ziplo  
Terminus du bus 23

# 1969-1979: HISTOIRE DE GRÈVES

Ouvrières de Gay frères : Ne comptons que sur nous-mêmes! C'est seulement en nous regroupant, Suisses et étrangères, que nous pourrons nous défendre, comme le font d'autres travailleuses et travailleurs! Dépassons notre peur, notre isolement! Discutons ensemble pour trouver les moyens de nous défendre. —Des ouvrières de Gay frères SA. (Tract de 1975)

« Grèves et contestations ouvrières en Suisse : 1969-1979 », de Frédéric Deshusses est le deuxième ouvrage réalisé sur la base des documents recueillis par les Archives contestataires. Il montre comment, en Suisse romande et italienne, la décennie 1970 fut rythmée par quelques quatre-vingt grèves ouvrières avec comme fréquentes caractéristiques communes d'être « sauvages », émancipées des partis et des syndicats.

Ce cycle de conflits du travail est raconté au travers de documents produits par les grévistes ou celles et ceux qui ont cherché à populariser leurs luttes. Malgré leur caractère parcellaire, l'objectif est de faire une histoire qui privilégie les écrits de ses principaux acteurs. Cette approche devrait nourrir la réflexion sur la démarche que l'on adopte en tant que soutien extérieur de luttes. Comme lorsque Esquive relate un conflit actuel. Éviter les interprétations hâtives et les discours de chapelles pour privilégier le récit. Permettre, autant que possible, d'être les relais des luttes sans se constituer en avant-gardes.

Esquive aura ce livre dans sa bibliothèque, parce qu'il constitue une première tentative, et un précieux outil pour celles qui en poursuivront le travail, de combler un vide mémoriel autour de cette période. Un vide qui, « à chaque fois que la grève surgit, oblige les acteurs de ces conflits à réinventer des formes de luttes ». Alors que ces dernières années les grèves se sont succédées à Genève, à l'aéroport avec SwissPort, ISS et Gate Gourmet, à l'hôpital avec les aides-soignantes, ou encore à Partage, on ne peut que saluer la parution d'un tel ouvrage et se joindre aux vœux de l'auteur qu'il puisse permettre « à quelques futurs grévistes d'élaborer des interprétations du passé qui nourrissent leurs luttes. » Pour prouver que l'histoire ouvrière en Suisse n'a pas été et, espérons-le, ne sera pas celle de la paix du travail.



**Le vernissage aura lieu le 7 mai à 18h à la Parfumerie, Genève.**

Les Archives contestataires travaillent à recueillir, conserver et inventorier les documents des mouvements sociaux de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle en Suisse romande. Si vous possédez ce genre de documents, vous pouvez les contacter.

## Archives contestataires

2, rue de la Tannerie  
CH 1227 Carouge  
Tél. 022/300.26.27  
infos@archivescontestataires.ch

## BRÈVES DE GRÈVES

### Grève Sauvage à Swissport

Le dimanche 9 mars, une quarantaine d'employés de Swissport ont arrêté de travailler entre 10h et 12h15. Ils dénoncent la détérioration de leurs conditions de travail et la pression à la baisse sur leurs salaires, leurs conditions de travail et la suppression d'indemnités. Yves Mugny secrétaire central du Syndicat des services publics a déclaré dans la presse : « Nous n'avons pas organisé cette grève ». Même si on doute un peu de l'autonomie totale des grévistes, on ne peut que la souhaiter et espérer que ces formes de luttes se multiplient.

### Gate Gourmet, la lutte continue

Les grévistes de Gate Gourmet sont entrés dans l'histoire. Il s'agit depuis plusieurs mois déjà de la plus longue grève de tous les temps en Suisse. Face à l'arrogance des patrons répond la persévérance des grévistes. Après 190 jours de grève, ils sont toujours là dans leur chalet à tenir le piquet. Vous pouvez passer les voir entre 10h et 16h du lundi au samedi au 1 Route de l'Aéroport.

La direction, qui refuse toujours toutes les propositions des grévistes, avait cru les affaiblir en licenciant cinq d'entre-eux. Mais, comme le dit Manuela: « Ceux qui sont au chômage viennent toujours quand ils n'ont pas de cours. Et quand on a besoin d'eux pour des actions, ils sont tous là.»

# PENDANT CE TEMPS, EN BOSNIE

Le feu couve dans les Balkans. Après la Grèce, où les dirigeants européens voudraient nous faire croire que les flammes sont éteintes, c'est en Bosnie-Herzégovine que ça pète.

Le 5 février, des manifestations contre la pauvreté et l'exploitation sont organisées dans plusieurs villes du pays. Très vite, des mouvements similaires vont se produire dans toute la confédération et s'affronter à la police. Comme ailleurs, aux précarisés, se joignent les supporters de football anti-fascistes et des groupes anarchistes. Ravagé par la guerre et par la complicité des élites bureaucratiques aux réformes économiques et sociales exigées

par le FMI, le feu s'étend en Bosnie comme dans un champ de coton. Il prend joyeusement dans les sièges des partis nationalistes et du gouvernement. Des assemblées populaires prennent ensuite le relai d'un pouvoir vacillant.

T'en as pas entendu parler? Normal. Les médias baratinaient sur l'Ukraine et sa "formidable résistance pro-européenne", avant d'essayer péniblement d'expliquer la présence permanente de drapeaux néo-nazis sur leurs images. Une révolte ouvertement anti-nationale et ouvrière, belle comme un parlement qui brûle, est à coup sûr moins utile à raconter. D'ailleurs, trouver des infos sur la situation actuelle est toujours difficile.



## INFRAROUGE ET ULTRAÇON

On n'a pas du tout envie de prendre part au débat sur la surpopulation carcérale. Si ce n'est pour continuer à clamer que, pour nous, l'objectif est de faire disparaître toutes les prisons. Mais, parce que la comparaison entre les cellules suisses et les chambres d'hôtel d'un Club Med' est un peu difficile à avaler, on ne va pas se retenir de dégueuler un peu sur la manière dont les défenseurs du tout-sécuritaire genevois parlent des conditions de détention à Champ-Dollon.

Allez c'est parti! Petit retour lexical sur l'émission Infrarouge — « Prisons romandes surpeuplées et inhumaines » avec, pour ne citer que les pires: Pierre Maudet et Marie-Hélène Miauton.

Commençons par une ou deux citations sur « le confort » des prisons suisses. Marie-Hélène Miauton déclare que « peut-être que [sa] comparaison avec le Club-Med est un peu ... Mais quand-même, il y a des choses qui choquent les gens, par exemple quand on sait que les détenus ont des repas à choix ou qu'on voit des images de chambres spacieuses et bien installées. » Que des parasites comme elle continuent de s'empifrer de caviar dans leur duplex, ça, par contre, c'est la démocratie. Mais Pierre Maudet n'est pas un monstre, il sait. « On met des choses en place pour améliorer la situation en détention, par exemple, il y a depuis peu deux téléphones supplémentaires. (3 au total pour plus de 800 détenus). » Parce que « les droits fon-

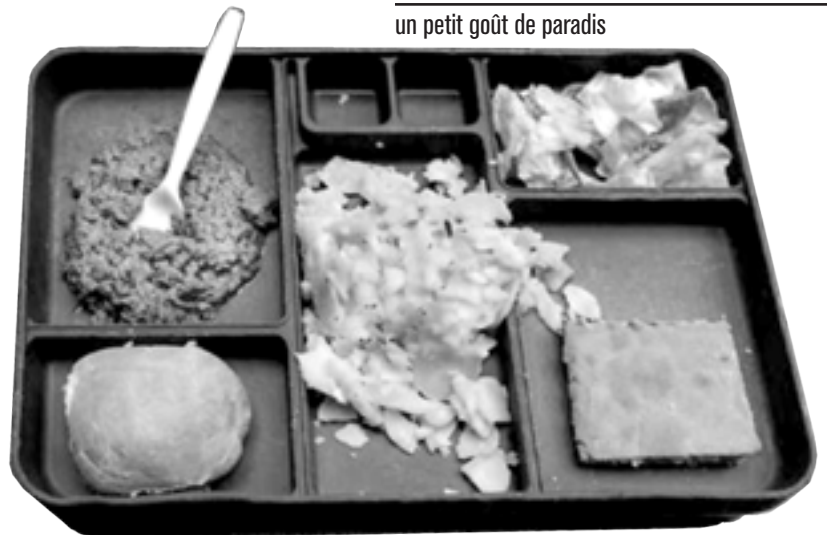
damentaux, c'est un ensemble de choses qu'on ne peut réduire à la question de la place, il y a effectivement des choses à prendre en compte pour que la prison, qui n'est pas à priori une colonie de vacances, ne devienne tout de même pas l'enfer. » Parce que le paradis, ça serait une belle prison suisse, ou tout détenu est isolé dans une cellule individuelle 22 heures sur 24, payé 30 francs la journée à coller des ailes d'avions en sagex pour le Signal de Bougy.

Mais bon, c'est sûr que la présentatrice, Esther Mamarbachi, peut en parler, elle connaît: « Les conditions de détention ne sont pas si terribles, on est quand même en Suisse, pas dans un pays du Tiers-Monde! » Elle a sûrement vécu le gavage médicamenteux obligatoire qui ferait d'un buffle un légume, les humiliations quoti-

diennes des fouilles, du racisme. Ramper plus bas que terre, elle l'a sûrement fait pour avoir son poste, mais elle ne risquait pas de voir sa conditionnelle ou de finir au cachot pour un pet de travers. Heureusement, Pierre Maudet a identifié le problème et trouvé des solutions: « On est pas dans une situation de surpopulation, mais de sous-dotation » et « la vraie réponse, c'est la planification pénitentiaire et l'augmentation du nombre de places en prison, Genève ne peut pas être la capitale de l'angélisme ou de la naïveté. » Capitale carcérale, ça, elle peut. Merci la RTS pour la belle publicité pour les projets carcéraux genevois.

Au cas où vous les croiseriez, souhaitez-leur de bonnes vacances au Club...

un petit goût de paradis



# LES PETITES ANNONCES D'ESQUIVE



## GRAND DÉBARRAS SAUVAGE

Amène tes déchets

devant le Palais de justice

Tous les lundis, mardis, mercredis,  
jeudis, vendredis...



LA VILLE DE GENÈVE

RÉCUPÈRE:

DVDs, ÉLECTRONIQUE,  
LIVRES, HABITS



**GRATUIT**

vol@étalage.ch

TES INITIATIVES,  
TON QUARTIER,  
TA MAISON,  
TON AVENIR,  
ET BIENTÔT:  
TON ÂME...

L'Association pour la préservation et la valorisation du patrimoine alternatif genevois (APPVPAG) propose:

## Grand tour des squats de Genève

Renseignements:  
onrefaitlhistoire@ville-geneve.ch



Le services des UAC, la Ville de Genève et les habitant-e-s présentent les nouvelles résolutions du contrat de quartier des Crottes:

**\* PLUS DE SÉCURITÉ  
POUR PLUS DE SÉCURITÉ**

**\* OUI AUX SCHTROUMPFS,  
NON AUX SCHTROUMPFS NOIRS**



TU AS BEAU CHERCHER, TU N'ARRIVES PAS  
À TROUVER LE DERNIER ESQUIVE DANS  
LES BACS?

NE DÉSESPÈRE PAS!  
DEMANDE AU BAR DE LA MAKHNO.  
PLACE DES VOLONTAIRES - GENÈVE



## Cours de pilotage de drones pour débutants

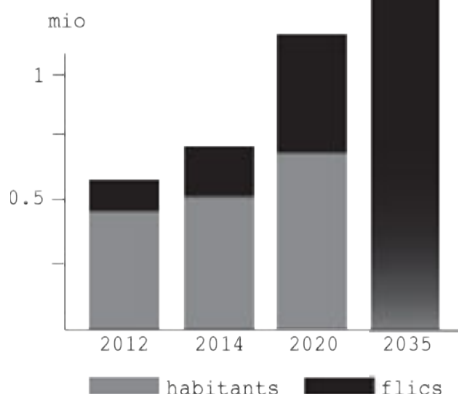
Contact:

Jean-Marie

Flic à la retraite.



Bientôt, plus que des flics à Genève!



Si, comme l'UDC, tu ne sais pas ce qu'est un coefficient de corrélation, exprime tes angoisses par des graphiques et distribue-les à tout le monde.

# RETROUVE TOUS LES ANCIENS NUMÉROS D'ESQUIVE EN LIGNE!



ESQUIVE.NOBLOGS.ORG

Et si tu veux t'abonner, écris-nous à **esquive@riseup.net**